

Conseil Départemental de l'Action Sociale de la Haute-Vienne  
Réunion du lundi 25 mars 2013

**PRESENTS :**

Administration : Michel RECOR, Président

Organisations syndicales :

Catherine DUTHEIL-DOME et Jean-Marc PLAZIAT, titulaires FO.  
Karine CHEVALLEREAU, suppléante FO  
Christophe DELEZAY et Pascal MIGUEL, titulaires CGT.  
Monique DUPUYTRENT et Annie ACHARD, titulaires Solidaires.

Membres invités : Vincent VALLAT, DRFIP , Sylvie NICOT, DIRECTION, en remplacement de Patrice GRELICHE et Pascale VALARCHER, Douanes

Correspondants sociaux : Catherine DAMIT, INSEE.

Délégation de l'action sociale : Martine DEJOUANNET, déléguée et secrétaire permanente du CDAS, Jean-François LABROUE et Evelyne SOURY, assistante de délégation.

Désignation du secrétaire adjoint : CGT, Pascal MIGUEL.

Expertes : Retraitées (siégeantes à titre d'expert, à la demande des OS), Marie-France BONET (FO) et Jeanne GAUTHIER (solidaires).

Pas de déclarations liminaires des OS

Pétition action sociale menacée déposée et commentée par FO (environ 200 signatures).

## **ORDRE DU JOUR**

### Approbation du procès-verbal du CDAS du 17 septembre 2012

Une observation de la CGT sur la liste des personnes présentes, dont l'appartenance syndicale a été mélangée. P.V. approuvé à l'unanimité.

### Informations diverses du Président

Budget de l'action sociale, programme 218.

Au niveau national, budget de 179 millions d'euros dont 159 millions pour l'action sociale et 20 millions pour la santé et sécurité au travail (SST).

Budget d'initiative local (4,8 millions d'euros, sans réserve de précaution).

Au niveau local, BIL = 29 300 € en 2013, comme pour 2012.

Concernant le dialogue social départemental, le délégué peut être correspondant chorus (cadre A), délégué ou les 2.

Il n'y a plus de régie départementale, les régies sont régionalisées.

Pour le Limousin, le régisseur est Jean-François LABROUE.

Les procédures d'achat, par MAPA (Marchés A Procédure Adaptée) vont devenir obligatoires. C'est un marché national d'un million d'euros qui concerne les chèques (cadeaux, jouets, lire et culture). Dans l'immédiat, la délégation n'est pas encore rentrée dans la procédure de marché, mais fonctionne avec devis.

La comptabilité Chorus est gérée par la correspondante CHORUS, ancienne déléguée de l'interrégion basée à Poitiers (11 départements des régions Poitou Charentes, Limousin et Centre récemment).

## **Orientations 2013**

Axe amélioration des conditions de vie

Restauration : des enquêtes concernant le fonctionnement et la cartographie des associations de gestion (Agrafil...) et des restaurants sont en cours. Le restaurant des Finances de Limoges Cruveilhier fonctionne bien.

Le logement : Objectif 2015 : amélioration de l'offre, avec pour exemple une cible de 10 000 logements en Ile de France. Pas de tension foncière en Limousin.

Prêt au logement des enfants étudiants, généralisation prochaine de l'expérimentation réalisée sur 3 départements actuellement

Les prestations sociales seront revalorisées.

Axe solidarité

Concernant les retraités. Une communication est prévue sur le bulletin de pension.

Leur faciliter l'accès à la restauration collective.

Concernant les personnes en difficultés financières, notamment récurrentes. Aide pécuniaire.

Plan d'action, améliorer la communication par la délégation pour les prestations dont ils peuvent bénéficier. Actuellement un circuit lourd, hors déléguée départementale, passant par l'assistante sociale, la CTR (conseillère technique régionale), puis régisseur,..... Le manque de réactivité de cette procédure a été dénoncé par les OS présentes, qui demande également que ce constat soit porté au PV afin d'améliorer la réponse aux besoins des personnes en difficulté.

Situation déplorée également par le Président qui va faire remonter au national pour aller vers une amélioration du circuit d'urgence.

### Point sur le budget d'initiative locale 2013 (BIL)

Marché national, UGAP.

FO évoque une réflexion sur la possibilité d'une participation intergénérationnelle :

- que certaines sorties soient ouvertes aussi aux retraités avec priorité aux actifs.
- Eventualité d'une participation de retraités avec leurs petits enfants à quelques sorties, sans subvention par le CDAS pour ces derniers (sauf enfants d'agents).

Pour les centres aérés, moins de demandes. Sur Limoges, nouvelle organisation scolaire à la rentrée sur 4.5 jours. Les organisations des communes limitrophes vont également évoluer, parfois différemment, avec la plage horaire de leurs centres aérés qui, pour ceux qui accueillent des enfants d'autres communes, peuvent ainsi se révéler inadaptés. Les demandes pour le centre aéré SNCF pourraient augmenter.

Voir en pièce jointe, le budget programmé et ou exécuté (24 223 €).

Total BIL restant 5 077 €.

- Propositions d'actions de la délégation

Sorties théâtres, 3 représentations, 695 €

Sortie pour les actifs, sur Paris, 3 010 €

Sortie et repas retraités, 1 210 €

Amitié Finances, 150 €

Reste 12 €

- Actions retenues après modification du CDAS, afin d'augmenter la réserve d' « amitié finances » qui reste cependant fongible, si besoin.

Sorties théâtre, 645 € (-50 €)

Centre aéré, 2 000 € (-100 €)

Sortie pour les actifs et les retraités, Paris pour le 31 août, 3 860 €

Repas retraités, 360 €

Amitié Finances, 300 € (+ 150 €)

## Compte rendu de la réunion de la SRIAS (Section Régionale Interministérielle de l'Action Sociale) du 5 février 2013

Ordre du jour : Bilan 2012, plan d'action 2013 et RIA de Tulle.

Budget du Ministère des Finances, 561 millions d'euros.

Crèches, 21 berceaux en Limousin (+ 4, dont 3 à Limoges et 1 à Brive).

Restauration, 15 000 €, aide à la rénovation du RIA de Tulle.

Logement, 10 000 € (18 personnes aidées).

Budget local de 65 000 €, avec 21 actions programmées et 16 réalisées.

97% des crédits ont été consommés.

Il se répartit ainsi pour le département 87, 59%. Pour le département 19, 30% et pour le département 23, 11%. Les agents qui en ont bénéficié le plus en nombre, sont respectivement, ceux de l'enseignement, des finances et de l'intérieur.

Projets 2013. Dotation initiale de 42 978 € + dotation complémentaire en juin.

13 actions pour un total de 48 627 €.

Une aide financière est offerte aux parents confrontés à des difficultés d'horaires atypiques en contradiction avec les rythmes scolaires.

Problématique du RIA (Restaurant inter administratif) de Tulle. Pas de volontaires pour constituer une association. Actuellement, une gestion provisoire est effectuée par un personnel de la Préfecture. A terme, risque de fermeture.

Le président du CDAS 87 a cependant présenté le fonctionnement du restaurant des finances de Limoges Cruveilhier qui a suscité un grand intérêt.

### Retraités

Les deux expertes retraitées soulignent l'effort de communication vers les retraités, effort très apprécié.

Elles souhaitent un accompagnement par la déléguée ou un assistant pour les sorties dans un souci de sécurisation des participants, sachant que celui-ci n'est pas obligatoire.

Elles remercient (la déléguée et les 2 assistants) des services sociaux qui sont toujours très à l'écoute.

Une demande de badge est faite pour leur accès au restaurant administratif de Limoges Cruveilhier.

Les représentants FO demandent qu'une réflexion soit engagée pour que le CDAS, à titre d'exemplarité, subventionne à la même hauteur que le fait l'Etat pour les agents actifs, les retraités qui prennent un repas au restaurant administratif et dont l'indice terminal était inférieur à 466 en fin de carrière.

En effet, ceux-ci ne bénéficient plus de cette aide dès la fin d'activité. Même symbolique ( 34 repas pour des retraités en 2012), cette mesure va dans le sens d'une volonté de vouloir mieux intégrer les retraités dans l'action sociale et de rompre l'isolement pour certains d'entre eux.

## **QUESTIONS DIVERSES :**

### *Prochain CDAS :*

Le Président fixe la date de la prochaine réunion au lundi 10 juin 2013 à 10h00.

Pour FO, une question est posée concernant les droits des enquêteurs de l'INSEE au bénéfice des prestations de l'action sociale. Actuellement, ils ne peuvent bénéficier que des prestations du BIL. Un changement de statut est en cours, avec effet pour janvier 2013. Ces agents devraient devenir des agents non titulaires de l'Etat. Ce changement de contrat (NCEE, nouveau cadre d'emploi des enquêteurs), devrait leur permettre de bénéficier de l'ensemble des prestations de l'action sociale de notre ministère.

Vos représentants FO au CDAS :

Catherine DUTHEIL-DOME et Jean-Marc PLAZIAT (titulaires)

Karine CHEVALLEREAU (suppléante)